**CONTRAT D'ASSOCIATION SOUS CONDITION SUSPENSIVE
EN VUE D'UNE ACTIVITE D'EXPERTISE ⁽¹⁾**

ENTRE :

Le Docteur <[Nom]>

Médecin affilié à la Fédération Française des Associations de Médecins Conseils Experts (ci-après la FFAMCE), membre de l'Association Régionale <[Nom]>, inscrit au tableau du Conseil de l'Ordre des Médecins du Département de <[Département]> sous le numéro <[Numéro]>, inscrit sur la liste IRCA, et dont le cabinet d'expertise est sis <[Adresse]>.

ET

Le Docteur <[Nom]>

Médecin titulaire des diplômes de <[Diplômes]>
exerçant à <[Adresse]>
résidant à <[Adresse]>
inscrit au tableau du Conseil de l'Ordre des Médecins du Département de <[Département]> sous le numéro <[Numéro]>

IL A PREALABLEMENT ETE RAPPELE QUE

Les parties se sont rapprochées en vue de s'associer, pour l'exercice de leur profession.

Les parties sont également convenues que, préalablement à leur association, le Docteur <[Nom]> dispensera au Docteur <[Nom]> une formation qu'elles jugent indispensable, selon les modalités définies au contrat de Tutorat-Formation conclu ce jour.

CECI AYANT ETE RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT.

I/ Objet

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions auxquelles les parties entendent se soumettre en vue de leur association pour l'exercice de leur profession.

⁽¹⁾ Ce contrat type est une aide à la rédaction ; il doit nécessairement être adapté au cas par cas et ne saurait se substituer aux conseils personnalisés d'un avocat.

Les parties pourront bien entendu préférer conclure un contrat d'association à l'issue de la formation, mais il semble préférable, lorsque cela est possible, de définir immédiatement les modalités de l'association future envisagée, celles-ci pouvant, le cas échéant, être par la suite modifiées ou adaptées au moyen d'avenants

Par ailleurs, ce contrat type concerne une association en vue de l'exercice de l'activité d'expertise ; si l'association concerne également d'autres activités médicales, de nombreuses dispositions doivent être adaptées ou modifiées et nous vous conseillons de consulter un professionnel.

II/ Entrée en vigueur – Condition suspensive

De convention expresse le présent contrat d'association est conclu sous la condition suspensive de la parfaite exécution, au préalable, du Stage de formation prévu par le Contrat de Formation conclu ce jour et de l'inscription du Docteur [nom] sur la liste IRCA ou toute autre liste qui lui serait substituée, et n'entrera en vigueur qu'à l'issue dudit stage et de ladite inscription.

III/ Honoraires

Variante 1 : Sans mise en commun des honoraires

Les Associés conviennent d'exercer de manière indépendante, sans mise en commun de leurs honoraires, chacun ayant son propre cabinet.

Chaque Associé sera seul tenu du paiement de ses charges personnelles, les charges communes étant réglées conformément aux dispositions ci-après.

Variante 2 : Avec Mise en commun des honoraires

1°) Les Associés décident de mettre en commun leurs honoraires [ou : <[Part à préciser]> % de leurs honoraires].

2°) A cet effet,

- Chaque Associé percevra directement le montant des honoraires inhérents aux actes effectués par lui.
- Les Associés se communiqueront mutuellement chaque <[Périodicité à préciser]>⁽²⁾ et en tout état de cause avant chaque échéance sociale ou fiscale, un relevé du montant des honoraires perçus à inclure dans la masse commune.

3°) [le cas échéant] De convention expresse, sont exclus de la masse commune les honoraires et revenus afférant <[A préciser]> ⁽³⁾

4°) Les Associés se réuniront tous les <[échéance à préciser]>, pour procéder à la répartition des honoraires mis en commun. Celle-ci se fera <[Répartition à préciser]> ⁽⁴⁾ après déduction des frais et charges afférents au fonctionnement de l'association [le cas échéant : et de la SCI et/ou de la SCM constitués entre eux].

IV/ Locaux ⁽⁵⁾

⁽²⁾ Chaque mois paraît une bonne solution.

⁽³⁾ Ex : aux expertises judiciaires, aux actes accomplis en dehors de l'association, tels que les actes de consultants, la rédaction d'articles... Si tous les honoraires sont mis en commun sans exception, cet alinéa est à supprimer.

⁽⁴⁾ Ex : « par parts égales » ou « à hauteur de ... % pour le Docteur X et ... % pour le Docteur Y, [le cas échéant ajouter les (N) premières années, puis par moitié à dater de la N^{ième} année].

⁽⁵⁾ Dans le cas d'une activité d'expertise uniquement, la question du lieu d'exercice n'est pas nécessairement essentielle, chaque médecin pouvant avoir ses propres locaux ; dans l'hypothèse, où les parties souhaiteraient exercer dans les mêmes locaux, elles pourront se reporter aux modèles de clauses élaborés, selon différents cas de figure envisageables, par le Conseil national de l'Ordre des médecins ou par la FFAMCE.

V/ Charges communes ⁽⁶⁾

Variante 1 : Si les Associés ont choisi la mise en commun de leurs honoraires ⁽⁷⁾

1°) L'ensemble des dépenses et charges afférentes à l'exercice de l'activité seront des charges communes, à l'exception des charges fiscales et sociales personnelles afférentes aux revenus de chaque Associé.

2°) Les charges communes seront supportées à hauteur de <[Répartition à préciser]> % par le Docteur <[Nom]> et de <[Répartition à préciser]> % par le Docteur <[Nom]> [le cas échéant ajouter les (N) premières années, puis par moitié à dater de la N^{ième} année].

3°) Chaque Associé pourra engager seul toute dépense faite dans l'intérêt de l'association, à concurrence de <[Montant à préciser]> €. Toute dépense d'un montant supérieur ne pourra être engagée qu'avec l'accord des deux Associés.

4°) Les Associés conviennent de se réunir tous les <[Echéance à préciser]> afin d'arrêter les comptes.

Variante 2 : Si les Associés ont choisi de ne pas mettre leurs honoraires en commun

1°) Les Associés décideront d'un commun accord des opérations d'achat ou de location portant sur le mobilier, le matériel professionnel, et, généralement, tous les objets nécessaires à l'équipement ou au renouvellement de ceux existant, en vue de l'exercice professionnel.

Ils décideront en commun de l'embauche du personnel commun à leurs cabinets et des dépenses diverses entraînées par le fonctionnement de ceux-ci.

2°) Seront réputées dépenses communes, les dépenses concernant, notamment,

- les consommations d'eau, de gaz, d'électricité, de chauffage, de téléphone,
- les assurances des biens mobiliers et immobiliers,
- le bail, [s'il s'agit de locaux en location] ou les charges de copropriété [s'il s'agit de bien dont l'un et/ou l'autre est/ sont propriétaire(s)],
- les impôts fonciers,
- la taxe professionnelle,
- les salaires et charges ou taxes afférentes, du personnel commun aux deux cabinets,
- <[A compléter si nécessaire]>

⁽⁶⁾ Là encore, les variantes sont des suggestions qu'il convient d'adapter en fonctions de la situation. L'on peut imaginer des combinaisons de différentes dispositions. L'on peut prévoir, pour chacune des variantes, une clause prévoyant la souscription par les associés d'une police d'assurance destinée à couvrir le paiement des charges communes en cas d'incapacité de travail. La FFAMCE tient à la disposition de ses adhérents des modèles de clauses.

⁽⁷⁾ En ce cas, il est logique que toutes les dépenses soit mises en commun, mais bien entendu toutes les combinaisons sont possibles.

3°) Chaque Associé pourra engager seul toute dépense faite dans l'intérêt de l'association, à concurrence de <[Montant à préciser]> €. Toute dépense d'un montant supérieur ne pourra être engagée qu'avec l'accord des deux Associés.

4°) Toutes ces dépenses formeront un total qui sera supporté à hauteur de <[Répartition à préciser]> % par le Docteur <[Nom]> et de <[Répartition à préciser]> % par le Docteur <[Nom]> [le cas échéant ajouter les (N) premières années, puis par moitié à dater de la N^{ième} année].

Variante 3 : Si les Associés constituent une SCM

Les Associés ont décidé de constituer entre eux une Société civile de moyen (ci-après la SCM).

Au plus tard le jour où le présent contrat entrera en vigueur, les parties constitueront la SCM selon le projet de statuts annexé aux présentes. ⁽⁸⁾

VI/ Présentation

1°) Dès l'entrée en vigueur du contrat le Docteur <[Nom]> présentera le Docteur <[Nom]> comme son Associé aux responsables et aux médecins nationaux et régionaux des sociétés d'assurance qui le missionnent ainsi qu'à tous les autres organismes publics ou privés susceptibles de lui adresser des missions.

2°) En contrepartie des diligences accomplies par le Docteur <[Nom]> pour le présenter comme son nouvel Associé, les parties conviennent <[Modalités à préciser]>⁽⁹⁾

Il est cependant rappelé que si la pratique montre qu'il est d'usage pour les Sociétés d'assurance et autres organismes susceptibles de missionner des médecins pour des expertises médicales d'accorder leur confiance aux associés des médecins avec lesquels ils ont l'habitude de travailler, ces sociétés et organismes demeurent entièrement libres du choix des médecins qu'ils missionnent, de sorte que le Docteur <[Nom]> ne saurait donner au Docteur <[Nom]> quelque garantie que ce soit sur ce point.

VII/ Apports à l'Association ⁽¹⁰⁾

Le Docteur <[Nom]> apportera à l'Association les biens et matériels listés à l'annexe 2 du présent contrat.

En contrepartie de cet apport le Docteur <[Nom]> versera au Docteur <[Nom]> une somme de <[Montant à préciser]> €.

Si à la date d'entrée en vigueur du présent contrat le Docteur <[Nom]> a réalisé des opérations (achat ou vente) susceptibles de modifier cette liste les parties conviennent d'ajuster au prorata de ces modifications, le montant de la somme mentionnée ci-dessus.

⁽⁸⁾ Il est préférable de ne pas différer la négociation des statuts et d'en prévoir toutes les modalités dès la signature du contrat si c'est possible.

⁽⁹⁾ La FFAMCE tient des modèles de clauses à la disposition des adhérents qui le souhaitent.

⁽¹⁰⁾ Article à supprimer si les parties mettent les biens commun dans une SCM et/ou une SCI ; ce sont les statuts de ces sociétés qui doivent prévoir les modalités de répartition.

VIII/ Déontologie – Responsabilité professionnelle

Les Associés demeurent entièrement soumis aux principes formulés par le Code de Déontologie.

En particulier, il exerceront leur activité en toute indépendance, quelles que soient les modalités de rémunération choisies.

Chacun des contractants gardera la charge de sa Responsabilité Professionnelle pour laquelle il devra s'être assuré à ses frais auprès de la Compagnie d'Assurances de son choix.

IX/ Suspension de l'activité – vacances

1°) Au cours de l'année, chacun des Associés pourra, indépendamment de périodes imposées par les circonstances (réquisitions, maladies, évènements familiaux) suspendre son activité professionnelle pendant une durée maximum de **<[Nombre]>** jours par an. ⁽¹¹⁾

Les Associés s'entendront, en particulier,

- sur la période de leurs vacances respectives
- sur les absences pour réunions, congrès, stages de FMC...

En cas de mise en commun des honoraires, prévoir le cas de maladie.

2°) En cas d'empêchement de l'un des Associés pour une raison indépendante de sa volonté (maladie, incapacité temporaire), la partie empêchée proposera systématiquement à ses mandants de désigner son Associé pour le remplacer ; en outre les Associés conviennent **<[Modalités à préciser]>**. ⁽¹²⁾

X/ Durée – période d'essai - résiliation

1°) Le présent contrat est prévu pour une durée indéterminée à compter de la notification au Conseil Départemental de l'Ordre.

2°) Toutefois, le présent contrat ne sera définitif qu'après une période d'un an, dite "période d'essai", au cours de laquelle chaque Associé pourra y mettre fin, sans motif, moyennant un préavis de **<[Délai à préciser]>** par lettre recommandée AR adressée à l'autre Associé. ⁽¹³⁾

3°) A l'issue de la période d'essai chaque Associé pourra mettre fin au contrat à tout moment, par lettre recommandée AR adressée à l'autre Associé, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois ; le préavis pourra être réduit par accord entre les Associés.

⁽¹¹⁾ Il est préférable de préciser dans le contrat le nombre maximum de jours de vacance que les associés pourront prendre ; à défaut on peut indiquer « pendant une durée qui sera précisée d'un commun accord ».

⁽¹²⁾ On peut prévoir un maintien de la répartition des honoraires convenue si l'absence n'excède pas une certaine durée, puis une répartition différente si elle dure entre x et y jours, puis le cas échéant, une suspension de la répartition au delà. Dans tous les cas, il faut régler en parallèle le sort des charges communes.

⁽¹³⁾ Selon l'avancée des projets en cours d'étude par les Pouvoirs Publics et le Conseil National de l'Ordre, l'année d'essai préalable à l'association définitive pourra être remplacée par un assistantat salarié.

4°) Le décès, l'obstacle à l'exercice de la profession (radiation du Tableau de l'Ordre, retraite, incapacité permanente), l'interdiction d'exercice par l'effet d'une mesure pénale ou disciplinaire, l'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident ou la suspension de l'activité procédant d'une autre cause ou tout autre empêchement définitif ou se prolongeant au-delà d'un an, frappant l'un des Associés, entraîneront la résiliation du présent contrat.

5°) En cas de résiliation du contrat à l'initiative du Docteur <[Nom]>, pendant la période d'essai, les parties conviennent <[Modalités financières à préciser]>. ⁽¹⁴⁾

6°) En cas de résiliation, pour quelque cause que ce soit, le partage des biens communs se fera selon la même proportion que celle prévue pour le partage des charges.

7°) En cas de décès ou d'incapacité permanente de l'un des Associés, pour une raison indépendante de sa volonté (maladie, accident), les parties conviennent <[Modalités financières à préciser]>. ⁽¹⁵⁾

XI/ Non réinstallation/ clause de loyauté

En cas de résiliation du contrat, à l'initiative du Docteur <[Nom]> avant la <[quantième à préciser]> ⁽¹⁶⁾ année les parties conviennent : [à préciser] ⁽¹⁷⁾

XII/ Conciliation

Les Associés s'engagent à soumettre, préalablement à toute action ordinaire ou judiciaire, tout différend qui surviendrait entre eux pour l'exécution, l'interprétation ou la résiliation du présent contrat, à une instance de conciliation qui sera composée de trois membres, soit:

- Deux membres du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, chaque Associé choisissant librement un membre ;
- Un membre du Bureau de la FFAMCE, désigné par les deux membres du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins choisis par les parties.

L'instance de conciliation s'efforcera de concilier les parties et de les amener à une solution amiable, dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa saisine.

Le cas échéant, on peut prévoir :

XIII/ Assurance-vie

Les Associés s'obligent à souscrire un contrat d'assurance-vie au profit de l'autre, auprès de la Société d'Assurances <[Nom]>, dont le capital sera fixé d'un commun accord à <[Montant]> €.

⁽¹⁴⁾ La FFAMCE tient des modèles de clauses à la disposition des adhérents qui le souhaitent.

⁽¹⁵⁾ La FFAMCE tient des modèles de clauses à la disposition des adhérents qui le souhaitent.

⁽¹⁶⁾ Il semble difficile d'aller au delà de 2 à 3 ans.

⁽¹⁷⁾ Les parties peuvent prévoir soit une interdiction pour l'associé nouvel « arrivant » d'accepter des missions de la part des sociétés ou organismes qui lui ont été présentés par son associé premier installé, soit une clause de non réinstallation dans un périmètre donné qui devra être adapté en fonction de l'activité ; dans tous les cas, la clause devra être limitée dans le temps, et soumise aux instances ordinaires compétentes.

XIV/ Totalité des engagements

Les Associés affirment, sur l'honneur, n'avoir passé aucune contre-lettre ni avenant relatif au présent contrat qui ne soit soumis au Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins.

XV/ Avis du Conseil de l'ordre

Préalablement à son entrée en vigueur, le présent contrat est soumis, pour avis au Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique.

Le cas échéant

XVI/ Frais du présent contrat ⁽¹⁸⁾

Les honoraires, pour l'établissement du présent contrat, et les frais d'enregistrement seront supportés <[Modalités à préciser]> ⁽¹⁹⁾.

Fait à....., le

En deux exemplaires originaux

"Lu et approuvé"
Docteur X..

"Lu et approuvé"
Docteur Y..

⁽¹⁸⁾ Si les parties se contentent de reproduire les dispositions du présent contrat, sans recours à un conseil extérieur, cet article peut être omis ; si en revanche, elles souhaitent adapter plusieurs dispositions et recourir à un conseil, il convient de prévoir les modalités de prise en charge des frais.

⁽¹⁹⁾ Ex : « par moitié par chacune des parties » ou « par le Cessionnaire », ou « à hauteur de X% par le Cédant et Y% par le Cessionnaire »...

Le cas échéant

**Annexe I
Statut de la SCM**

Annexe II
Biens apportés à l'association par le Dr [nom]